

La MISE À JOUR
ÉCONOMIQUE
et FINANCIÈRE

Vue d'ensemble

le 16 novembre 2004



Canada

Points saillants

- L'économie canadienne s'est nettement remise en 2004 de la série de chocs qu'elle a subis en 2003. Sa capacité d'adaptation illustre la solidité de la politique financière et monétaire du Canada.
- Selon les prévisionnistes du secteur privé, le taux de croissance de l'économie canadienne sera de 3 % en 2004 et de 3,2 % l'an prochain.
- Le gouvernement du Canada est toujours déterminé à présenter des budgets équilibrés ou excédentaires pour chacune des cinq prochaines années. D'après les projections de la présente mise à jour, nous devrions dégager un excédent cette année et pour chacune des cinq années suivantes – après avoir tenu compte des fortes hausses annoncées récemment des transferts en matière de santé et des autres transferts aux provinces et aux territoires, et après avoir prévu les mesures de prudence normales.
- Le gouvernement a demandé à des spécialistes externes d'examiner en profondeur son système de prévisions économiques et financières pour s'assurer qu'il utilise des pratiques exemplaires et qu'il demeure parmi les meilleurs au monde à ce chapitre.

Adaptation de l'économie canadienne

L'économie canadienne s'est nettement renforcée en 2004 et devrait connaître une croissance supérieure aux prévisions formulées plus tôt cette année. En effet, l'économie s'est développée à un taux annualisé de 3,4 % au premier semestre de cette année, après avoir enregistré un gain de 2 % en 2003.

Cette solide relance s'est traduite par de bonnes nouvelles pour les Canadiennes et les Canadiens :

- Près de 400 000 emplois à temps plein ont été créés depuis août 2003.
- Nos exportations se sont bien remises de la forte appréciation du dollar canadien survenue l'an dernier; elles ont augmenté à un taux annuel de 21 % au deuxième trimestre de 2004.

- L'excédent de notre compte courant a atteint 42 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit le deuxième plus haut niveau de notre histoire.
- Les investissements en machines et en matériel ont augmenté de presque 9 % depuis un an, reflétant une forte confiance des entreprises.

Croissance plus forte de l'économie mondiale

Les grandes organisations internationales de prévisions économiques, comme le Fonds monétaire international (FMI), prévoient une croissance accélérée de l'économie mondiale en 2004 et en 2005.

- La poussée de croissance de l'économie de la Chine a stimulé les économies d'un grand nombre de ses voisins d'Asie, dont le Japon et la Corée, tout en faisant croître fortement la demande pour les ressources du Canada et d'autres pays.
- En Europe, la relance de l'économie se raffermi progressivement mais reste inégale.
- Aux États-Unis, la croissance a ralenti au deuxième trimestre de 2004 mais, selon de premiers indices, elle a repris au troisième trimestre, et l'on prévoit une saine croissance l'an prochain.

Dans l'ensemble, le FMI s'attend à ce que l'économie mondiale progresse de 5 % en 2004 et de 4,3 % en 2005. Toutefois, les prix élevés du pétrole pourraient freiner la croissance à l'échelle mondiale. Comme toujours, des événements imprévus sur la scène géopolitique pourraient aussi avoir des répercussions négatives.

Perspectives économiques du Canada

Les économistes du secteur privé consultés par le ministère des Finances s'attendent à une solide croissance de l'économie canadienne en 2004 et en 2005. Ils prévoient une croissance de 3 % en 2004, ce qui dépasse les prévisions formulées dans le budget de mars 2004, et de 3,2 % en 2005.

Plusieurs risques pèsent toutefois sur ces prévisions :

- À court terme, les prix du pétrole pourraient demeurer élevés ou augmenter davantage, ce qui minerait le pouvoir d'achat des consommateurs de pétrole au Canada et ailleurs dans le monde.
- En outre, si la hausse de la valeur du dollar canadien se poursuit, la croissance pourrait ralentir, surtout si cette hausse est causée plus par l'accroissement du déficit des comptes courants des États-Unis avec le Canada et d'autres pays que par le prix élevé des produits de base.
- À moyen terme, le lourd déficit budgétaire américain pourrait soit faire pression à la hausse sur les taux d'intérêt, soit entraîner des réductions de dépenses ou des augmentations d'impôt aux États-Unis, ce qui aurait des conséquences négatives pour le plus important marché d'exportation du Canada.

Perspectives financières du Canada

Moyenne des projections du secteur privé

La moyenne des projections du secteur privé portant sur l'excédent budgétaire aux fins de planification s'établit comme suit :

- 2004-2005 – 5,9 milliards de dollars;
- 2005-2006 – 500 millions de dollars;
- 2006-2007 – 900 millions de dollars;
- 2007-2008 – 3,2 milliards de dollars;
- 2008-2009 – 7,5 milliards de dollars;
- 2009-2010 – 11,5 milliards de dollars.

Ces excédents, qui totalisent 29,5 milliards de dollars, ont été calculés après déduction de la réserve annuelle pour éventualités de 3 milliards de dollars et de la mesure de prudence économique supplémentaire.

De plus, ces projections de l'excédent tiennent compte des nouveaux fonds de quelque 75 milliards de dollars sur 10 ans annoncés récemment pour les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT), dont les premiers ministres ont convenu lors de leurs rencontres de septembre et d'octobre 2004.

Le coût du Plan décennal pour consolider les soins de santé et du nouveau cadre pour la péréquation et la FFT s'élève à 3,6 milliards de dollars en 2004-2005 et atteindra 6,7 milliards en 2009-2010. Les projections de l'excédent reflètent aussi les autres décisions de dépenses prises depuis le budget de 2004, principalement pour venir en aide à l'industrie de l'élevage bovin.

Par contre, l'excédent aux fins de planification ne tient compte d'aucune économie découlant de l'examen des dépenses du gouvernement qui est en cours et qui devrait être terminé à temps pour le prochain budget fédéral.

La saine gestion financière – Un cercle vertueux

Il y a 10 ans, le Canada était prisonnier d'un cercle vicieux : déficits budgétaires annuels, hausse de la dette, taux d'intérêt élevés, impôts élevés, croissance anémique de l'économie et pertes d'emplois. L'intérêt sur la dette fédérale représentait 38 cents de chaque dollar de revenus de l'État.

Ce cercle vicieux a maintenant fait place à un cercle vertueux. Après avoir dégagé sept excédents budgétaires fédéraux de suite, le Canada profite maintenant des avantages d'un fardeau de la dette en baisse, d'une cote de crédit solide, de faibles taux d'intérêt, d'impôts moins élevés, d'une économie constamment performante et du meilleur taux de création d'emplois des pays du Groupe des Sept.

Au lieu de consacrer 38 cents de chaque dollar de revenus au service de la dette, le gouvernement y consacre maintenant environ 19 cents.

Une meilleure reddition de comptes et une meilleure utilisation des ressources

Le gouvernement respecte son engagement à mieux rendre des comptes, à faire preuve de plus de transparence et à utiliser le mieux possible l'argent des contribuables. À cette fin :

- Il a rétabli le Bureau du contrôleur général, qui est chargé de surveiller tous les aspects des dépenses.
- Il a renforcé ses capacités de vérification interne au moyen de vérifications poussées des programmes.
- Il rend publics les marchés de l'État.
- Il poursuit l'examen de ses dépenses dans le but de réaffecter 12 milliards de dollars sur cinq ans à des programmes plus prioritaires.

Les défis posés par le vieillissement de la population

Le vieillissement de la population canadienne pose deux défis de taille pour notre société.

- Il va exercer des pressions sur les programmes sociaux, comme les soins de santé et les régimes de pension publics.
- Comme la population active va diminuer, le Canada devra compter davantage sur des gains de productivité pour maintenir la croissance de son niveau de vie.

Transformer et renforcer les programmes sociaux

Le gouvernement du Canada a conclu récemment des accords à long terme avec les provinces et les territoires sur le financement des soins de santé pour les 10 prochaines années. Ces accords prévoient des réformes axées sur les besoins des patients, pour faire en sorte que tous les citoyens aient accès aux soins de santé dont ils ont besoin, au moment où ils en ont besoin.

Pour veiller à ce que notre régime de pension public demeure intact pour la prochaine génération de travailleurs canadiens, le gouvernement a également pris des mesures afin d'assurer la viabilité du Régime de pensions du Canada pour les 50 années à venir, faisant ainsi du Canada l'un des rares pays disposant d'un régime de pension public solide.

Enfin, le gouvernement a considérablement réduit la dette fédérale. À cet égard, il continuera de maintenir des budgets équilibrés ou excédentaires et s'efforcera d'atteindre son objectif de ramener le ratio de la dette au PIB (produit intérieur brut) du Canada à 25 % d'ici 10 ans.

Bâtir une économie plus productive

Le gouvernement relève le défi de la productivité en maintenant le bon cadre macroéconomique créé par des budgets équilibrés, une réduction de la dette et une inflation faible et stable.

En misant sur l'éducation et l'apprentissage continu et en prenant des mesures pour stimuler la recherche et l'innovation, le gouvernement cherche à préserver et à renforcer l'« avantage éducationnel » dont le Canada jouit déjà.

Le gouvernement reconnaît aussi que, pour être plus productif, le Canada doit créer un environnement plus concurrentiel qui récompense les entrepreneurs et offre à l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens la chance de réaliser leurs objectifs ici même au pays.

Pour rendre son économie plus productive, le Canada doit aussi continuer de veiller à ce que son régime fiscal soit aussi équitable et concurrentiel que possible. Le gouvernement cherchera donc des moyens de réduire les impôts, surtout ceux des Canadiens à revenu faible et moyen.

Supplément d'information sur la Mise à jour économique et financière de 2004

De plus amples renseignements sont diffusés sur Internet à l'adresse www.fin.gc.ca.

On peut également obtenir des exemplaires de ce dépliant et de documents connexes auprès du :

Centre de distribution
Ministère des Finances Canada
Pièce P-135, tour Ouest
300, avenue Laurier Ouest
Ottawa (Ontario) K1A 0G5
Téléphone : (613) 995-2855
Télécopieur : (613) 996-0518

This document is also available in English.